

Voeu municipal

Vu le code général des collectivités territoriales,

Madame la maire/ Monsieur le maire précise qu'en application des dispositions de l'article L.2121-29 du code général des collectivités territoriales (alinéa IV), le conseil municipal émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local.

Le 31 octobre 2017, l'ONU nous alertait solennellement sur l'écart « catastrophique » qui existe entre les engagements des Etats et les réductions des émissions de gaz à effet de serre qu'il faudrait opérer pour maintenir le réchauffement en-dessous de 2 degrés, et si possible en-dessous de 1,5 degré.

Le réchauffement climatique provoquera des phénomènes catastrophiques (sécheresse, canicules, inondations, ouragans ...) entraînant des bouleversements agricoles, économiques et politiques, des déplacements de population, des famines, et la mort de millions de personnes. Il ne concernera pas seulement des pays lointains, mais également l'Europe. Que se passera-t-il si des centaines de millions d'hommes et de femmes seront contraints de quitter leur terre natale, devenue invivable ? A moyen terme, nous le savons toutes et tous, c'est la Paix mondiale qui est en jeu.

Nous devons réduire drastiquement et très rapidement nos émissions de gaz à effet de serre. Alors que le Président des Etats-Unis a décidé de retirer son pays de l'Accord de Paris au nom de l'emploi étatsunien, l'Europe doit démontrer au monde qu'il est possible de diviser par 4 à 5 ses émissions de gaz à effet de serre tout en créant massivement des emplois.

Comment financer le gigantesque chantier qui permettrait de tenir nos engagements ? Le problème est le même dans tous les pays.

Un projet de Pacte européen Finance-Climat a été rendu public le 7 décembre 2017. Il était d'emblée soutenu par 150 personnalités venues de 12 pays et de sensibilités très variées¹.

Dans le cadre du grand débat lancé par Angela Merkel et Emmanuel Macron sur la refondation de l'Europe, les signataires de cet Appel demandent solennellement aux chefs d'Etat et de gouvernement européens de négocier au plus vite un Traité européen, qui assurerait pendant trente ans des financements à la hauteur des enjeux pour conduire la transition écologique sur le territoire européen et renforcer très fortement notre partenariat avec l'Afrique et le pourtour de la Méditerranée.

¹ Lancé à l'initiative de Jean Jouzel, climatologue et membre de l'Académie des Sciences, et Pierre Larroutourou, agronome et économiste, l'Appel est soutenu aussi bien par Laurence Parisot, ancienne Présidente du Medef, que par Rudy de Leeuw Président de la Confédération européenne des Syndicats, par feu Philippe Maystadt Ministre d'Etat belge et Président honoraire de la BEI, le Prince Albert II de Monaco, Jean-Pierre Raffarin, Jean-Marc Ayrault, Benoit de Ruffray PDG d'Eiffage, Monseigneur Bruno-Marie Duffé qui travaille avec le Pape François sur ces dossiers, Guy Arcizet ancien Grand Maître du Grand Orient, Enrico Letta ancien Président du Conseil italien, Pedro Sanchez nouveau Président du gouvernement espagnol, Denis MacShane ancien Ministre des Affaires européennes de Tony Blair, Karl Falkenberg ancien directeur de l'Environnement à la Commission européenne, Pascal Lamy ancien DG de l'OMC, Romano Prodi ancien Président de la Commission, Christian Estrosi maire de Nice... Il est soutenu aussi par l'Association des Maires Ruraux de France et l'Association des Petites Villes.



Ils souhaitent que soit créée une Banque du Climat, filiale à 100 % de la Banque Européenne d'Investissement. Grâce à cette Banque, chaque Etat membre disposerait d'une enveloppe de financements à taux 0 correspondant à 2 % de son PIB, chaque année pendant 30 ans, pour financer des investissements publics et privés directement liés à la lutte contre le dérèglement climatique.

L'Appel demande également que soit créé au niveau européen un Budget climat, doté chaque année de 100 milliards, pour financer un Plan Marshall pour l'Afrique et la Méditerranée, financer une politique de recherche ambitieuse et financer une bonne partie des travaux que devront faire les particuliers, les entreprises et les collectivités, en plus des prêts à taux 0. Pour financer ce budget européen, plusieurs pistes sont proposées : taxe Carbone, Taxe sur les Transactions financières, Contribution Climat de 3 à 5 % sur les bénéficiaires...

« En 1989, quand le Mur de Berlin est tombé, il a suffi de 6 mois à Helmut Kohl et François Mitterrand pour créer une banque pour financer la transition des pays ex-soviétiques. Si on en a la volonté, une Banque du Climat adossée à la BEI peut être créée en un an » explique un des dirigeants de la BEI.

Et si l'Europe était la dernière chance pour sauver le climat ?

Et si le Climat était la dernière chance pour sauver l'Europe, pour redonner du sens à un projet européen qui a réellement besoin d'une refondation ?

Notre commune est déjà engagée dans la lutte contre le dérèglement climatique. Le Pacte Finance-Climat nous assurera des financements pour accélérer nos engagements prioritaires de l'indispensable transition énergétique.

Aussi, notre conseil municipal soutient l'appel pour un Pacte Finance-Climat et pour la solidarité de la France et de l'Europe avec nos voisins du Sud.

Madame/Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

